

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Ville de Gatineau | 81017 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Mario St-Pierre, atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Ville de Gatineau pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021.

Signature



Date

20 mai 2022

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	27
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	28
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	29
Situation financière par organismes	30
Charges par objets	31
Fonds local d'investissement	32
Fonds local de solidarité	34
Excédent (déficit) accumulé	36
Avantages sociaux futurs	40

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	48
Analyse des charges consolidées	60

Rapport conjoint de l'auditeur indépendant et du vérificateur général

Au conseil municipal de la
Ville de Gatineau

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Gatineau, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2021, les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales comptables (appelés collectivement les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joint donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Gatineau et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2021, ainsi que des résultats de leurs activités, l'état de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public (NCSP).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville de Gatineau conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations – Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Gatineau inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les NCSP. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S23, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux NCSP, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville de Gatineau à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville de Gatineau ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville de Gatineau.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'Organisme.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'Organisme à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'Organisme à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit de groupe et assumons l'entièvre responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S.E.N.C.R.L./S.r.l.¹

¹FCPA Auditrice, permis de comptabilité publique
A115222 Gatineau, Québec, 20 mai 2022

Johanne Beausoleil

La vérificatrice générale de la Ville de
Gatineau Johanne Beausoleil, CPA Auditrice
Gatineau, Québec, 20 mai 2022

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	Budget	Réalisations	
	2021	2021	2020
Revenus			
Taxes	1	512 237 186	488 452 613
Compensations tenant lieu de taxes	2	72 728 300	69 973 976
Quotes-parts	3		
Transferts	4	146 307 147	159 697 447
Services rendus	5	42 651 171	38 352 682
Imposition de droits	6	23 220 000	35 006 662
Amendes et pénalités	7	15 079 000	14 720 642
Revenus de placements de portefeuille	8	6 823 000	7 965 702
Autres revenus d'intérêts	9	3 075 000	2 721 163
Autres revenus	10	7 011 800	19 970 051
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	829 132 604	837 104 269
Charges			
Administration générale	14	72 367 712	73 469 439
Sécurité publique	15	125 288 267	144 518 352
Transport	16	234 852 218	221 708 394
Hygiène du milieu	17	109 526 306	107 479 094
Santé et bien-être	18	4 354 022	4 082 839
Aménagement, urbanisme et développement	19	26 657 053	26 902 452
Loisirs et culture	20	96 367 095	94 868 633
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	36 503 613	28 848 368
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	705 916 286	722 683 958
Excédent (déficit) de l'exercice	25	123 216 318	114 420 311
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	2 073 536 640	1 959 116 329
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27		
Solde redressé	28	2 073 536 640	1 959 116 329
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29	2 186 221 902	2 073 536 640

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	88 471 668
Débiteurs (note 5)	2	490 512 967
Prêts (note 6)	3	5 448 163
Placements de portefeuille (note 7)	4	345 643 935
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	275 209 201
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	17 313 300
Autres actifs financiers (note 9)	7	1 098 200
	8	948 488 233
		882 228 292
PASSIFS		
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9	
Emprunts temporaires (note 10)	10	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	228 141 451
Revenus reportés (note 12)	12	55 337 054
Dette à long terme (note 13)	13	931 742 906
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	9 869 300
Autres passifs (note 14)	15	1 494 498
	16	1 226 585 209
		1 109 768 901
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(278 096 976)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations corporelles (note 15)	18	2 432 722 673
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	15 138 895
Stocks de fournitures	20	12 429 772
Actifs incorporels achetés (note 17)	21	
Autres actifs non financiers (note 18)	22	4 027 538
	23	2 464 318 878
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	2 186 221 902
		2 073 536 640

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	Budget	Réalisations	
	2021	2021	2020
Excédent (déficit) de l'exercice	1	123 216 318	112 685 262
Variation des immobilisations corporelles			
Acquisition	2	(197 156 542 )(	277 939 439)(
Produit de cession	3		1 337 644
Amortissement	4	111 140 894	116 940 881
(Gain) perte sur cession	5		(715 424)
Réduction de valeur / Reclassement	6		18 785
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7		
	8	(86 015 648)	(160 376 338)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		1 263
Variation des stocks de fournitures	10		(1 634 400)
Variation des actifs incorporels achetés	11		
Variation des autres actifs non financiers	12		(1 232 154)
	13		(2 865 292)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15		
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	37 200 670	(50 556 367)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	17		(227 540 609)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18		
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19		
Solde redressé	20		(227 540 609)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(278 096 976)
			(227 540 609)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	112 685 262	114 420 311
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	116 940 881	109 708 849
Autres			
▪ (Gain) perte sur cession	3	(715 424)	(1 626 283)
▪ Réduction de valeur / Reclasse	4	18 785	
	5	228 910 719	222 521 662
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	1 030 000	(70 397 472)
Autres actifs financiers	7	(1 014 451)	(929)
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	13 790 799	13 480 832
Revenus reportés	9	11 289 094	17 963 880
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(4 973 300)	(627 200)
Propriétés destinées à la revente	11	1 263	
Stocks de fournitures	12	(1 634 400)	(359 282)
Autres actifs non financiers	13	(1 232 154)	(511 333)
	14	246 167 570	182 070 158
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(188 308 121)	(201 329 765)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	1 337 644	3 196 000
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	([redacted])	([redacted])
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18	[redacted]	[redacted]
	19	(186 970 477)	(198 133 765)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	(3 931 985)	(4 747 238)
Remboursement ou cession	21	5 640 517	604 865
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	(245 559 733)	(200 000 000)
Cession	23	175 124 999	201 000 000
	24	(68 726 202)	(3 142 373)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	97 682 909	85 015 469
Remboursement de la dette à long terme	26	(92 134 115)	(87 708 235)
Variation nette des emprunts temporaires	27		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	(103 097)	223 655
Autres			
▪	29		
▪	30		
	31	5 445 697	(2 469 111)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	32	(4 083 412)	(21 675 091)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	33	92 555 080	114 230 171
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		
Solde redressé	35	92 555 080	114 230 171
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	36	88 471 668	92 555 080

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Gatineau est une personne morale de droit public, légalement constituée en vertu de l'annexe IV du chapitre 56 des lois du Québec (L.Q. 2000 c.56), ayant son siège social au 25, rue Laurier, Gatineau, province de Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la municipalité. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable.

a) Périmètre comptable

Le périmètre comptable de la municipalité comprend les organismes péri municipaux suivants :

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE L'OUTAOUAIS (STO) : Société de transport en commun.

MAISON DE LA CULTURE DE GATINEAU : Promouvoir, développer et encourager la diffusion de spectacles en arts d'interprétation et en arts visuels et de favoriser le développement et l'épanouissement de la culture.

INVESTISSEMENT ET DÉVELOPPEMENT GATINEAU (ID GATINEAU) : Accompagner les entreprises pour favoriser le développement et la diversification économique ainsi que la création de richesse sur le territoire de la Ville de Gatineau.

AÉROPORT DE GATINEAU : Transport aérien.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La Ville de Gatineau applique la méthode de la comptabilité d'exercice. Selon cette méthode, les revenus et les charges sont comptabilisés au cours de l'exercice où ont lieu les faits ou les événements. Ces transactions sont comptabilisées sans égard au moment où elles sont réglées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Ville de Gatineau, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, les provisions à l'égard des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs

S.O.

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La Ville de Gatineau présente, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

Placements

Placements de portefeuille:

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût. Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état des résultats qu'au moment de sa réalisation.

Prêts

Lors de l'évaluation initiale, les prêts sont évalués au coût (lequel correspond généralement au montant de trésorerie transféré), à l'exception des prêts assortis de conditions avantageuses importantes. Lorsque les conditions du prêt sont avantageuses à une point tel que, en substance, une partie ou la totalité de l'opération est constaté à titre de charges à l'état consolidé des résultats au moment de l'attribution du prêt. Des provisions pour moins-value sont constituées pour désigner les prêts au plus faible du coût et de la valeur nette de recouvrement et traduisent, en conséquence, la degré de recevabilité et le risque

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

de perte. Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possibles, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de préparation des états financiers consolidés. Lorsqu'un prêt a été provisionné pour moins-value, en totalité ou en partie, et que le recouvrement du prêt est considéré par la suite comme probable, la provision pour moins-value constituée à l'égard du prêt peut être réduite.

b) Actifs non financiers

S.O.

Stocks

Les stocks de fournitures sont évalués au coût selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile selon la méthode d'amortissement linéaire ou dégressif.

Les périodes d'amortissement sont les suivantes:

Infrastructures: 20 à 40 ans

Bâtiments: 20 à 40 ans

Améliorations locatives: 15 ans

Véhicules: 4 à 20 ans linéaire et 30% dégressif

Ameublement et équipement de bureau: 3 à 10 ans et 30% dégressif

Machinerie, outillage et équipement divers: 5 à 25 ans

Autres: 1 à 10 ans

Réduction de valeur :

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Obligation découlant de contrat de location-acquisition

Le Centre Slush Puppie est évalué au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. La méthode d'amortissement est linéaire et est d'une durée de 45 ans, soit la durée du bail.

D) Passifs

Passif au titre des sites contaminés

La Ville de Gatineau comptabilise un passif au titre des sites contaminés pour lesquels elle est responsable de la décontamination lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, qu'il est prévu que des avantages économiques seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause.

Provision pour contestation d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des constatations foncières et à des constatations de codifications prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

Revenus reportés

Les revenus reportés correspondent à des sommes encaissées pour lesquelles les charges ou les dépenses en immobilisations n'ont pas été effectuées et que les stipulations ne sont pas rencontrées.

E) Revenus

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés par le cédant, les critères d'admissibilité ont été satisfait et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées. Compte tenu de l'historique de paiement des gouvernements cédants, la Ville considère que les revenus de transferts sont autorisés par ceux-ci à partir du moment où les ententes qui les sous-tendent sont signées.

Les taxes foncières sont constatées lors du dépôt du rôle de perception;

Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;

Les taxes foncières et les paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats de l'évaluateur;

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

Les revenus tirés du transport des clients sont constatés à l'état des résultats au moment où les titres de transport sont utilisés par la clientèle. Pour ce qui est des titres mensuels, les revenus sont constatés dans la période où ces titres sont valides.

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

Le gain ou perte sur cession d'actifs immobilisés est comptabilisé à la date de l'acte de transfert;

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créateurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constitués aux services aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : répartition des prestations au prorata des services avec projections des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2021 selon la méthode suivante : valeur liée au marché - 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement en charge dans la dépense de fonctionnement. Il fait l'objet en contrepartie d'une dépense constatée, à taxer ou à pourvoir.

Le déficit initial au titre des avantages sociaux futurs constaté en date du 1er janvier 2007 correspond à la somme des déficits initiaux moins les surplus initiaux en prenant en considération tous les régimes, capitalisés et non capitalisés. La constatation s'est faite par redressement de surplus (déficit) accumulé non affecté des exercices antérieurs. Ce redressement fait l'objet en contrepartie d'une dépense constatée, à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'un montant associé à des dépenses constatées, à taxer ou à pourvoir.

Les dernières évaluations actuarielles datent du 31 décembre 2019 pour les cinq régimes.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :
 - pour les salaires et les avantages sociaux : sur une période maximale de 20 ans;
 - pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des taxes de secteur à percevoir et des montants à recouvrer des tiers) : sur la durée restante des dettes correspondantes.
- Avantages sociaux futurs :
 - pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés et pour le régime supplémentaire de retraite (non capitalisé), sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
 - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
 - avantages complémentaires de retraite : l'excédent de la dépense de fonctionnement sur le décaissement requis est inscrit au montant à pourvoir et aucun amortissement n'est prévu;
 - à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées : doit être amorti au plus tard en 2023.
- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette ;
 - pour les dettes à long terme relié au fonds local d'investissement et au fonds local de solidarité.

H) Instruments financiers

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

I) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds, soit celles impliquant un fonds réservé ou celles touchant les excédents de fonctionnement affectés et non affectés. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des charges, mais des éléments de conciliation à des fins fiscales.

Excédent de fonctionnement affecté

L'excédent de fonctionnement affecté correspond à la partie de l'excédent dont l'utilisation est réservée par la Loi ou par des résolutions du conseil municipal à des fins précises.

Fonds réservés

Certaines sommes perçues doivent être affectées à des comptes spéciaux et être utilisées à des fins spécifiques. L'utilisation de ces fonds est réservée notamment aux usages suivantes:

Le fonds réservé - Fonds de roulement est constitué de sommes d'argent mises de côté afin de permettre à la Ville d'y effectuer des emprunts. Ces emprunts servent principalement au financement des coûts en immobilisation et doivent être remboursés sur une période de 3 ans.

Les fonds réservés - Fonds local d'investissement (FLI) et Fonds local de solidarité (FLS) sont constitués de sommes prêtées par le gouvernement du Québec et le Fonds de solidarité FTQ et qui ne font pas l'objet d'un prêt aux entrepreneurs auxquels les soldes nets positifs ou négatifs sont considérés dans la composition des fonds.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2021	2020
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 88 471 668	92 555 080
Découvert bancaire	2 ()	()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
Autres éléments	4	
	5	
	6	
	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 88 471 668	92 555 080
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Note**5. Débiteurs**

		2021	2020
Taxes municipales	11	43 953 251	33 476 247
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	32 287	14 185
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	314 768 958	332 888 736
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	82 940 767	73 021 160
Organismes municipaux	15	243 436	213 297
Autres			
▪ Amendes cour municipale	16	14 270 360	13 598 884
▪ Autres débiteurs	17	34 303 908	38 330 458
	18	490 512 967	491 542 967
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	245 235 046	251 956 869
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	245 235 046	251 956 869
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	16 161 420	14 638 278

Note**6. Prêts**

		2021	2020
Prêts à un office d'habitation	24	722 281	722 281
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪ FLI/FLS	26	2 554 500	3 148 678
▪ PRET A RECEVOIR PAU	27	2 171 382	3 285 736
	28	5 448 163	7 156 695
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2021	2020
Placements à titre d'investissement	30	84 201	209 201
Autres placements	31	345 559 734	275 000 000
	32	345 643 935	275 209 201
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

8. Avantages sociaux futurs

		2021	2020
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	40 026 200	33 910 100
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(32 582 200)	(31 439 400)
	37	7 444 000	2 470 700
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	36 467 400	30 973 400
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	1 922 800	1 595 500
Régimes à cotisations déterminées	40	3 598 537	3 791 721
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	491 860	533 145
	43	42 480 597	36 893 766

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

Au 31 décembre 2021, la Société de Transport de l'Outaouais à un actif au titre des avantages sociaux futurs d'un montant de 17 313 300 \$ (15 680 600 \$ en 2020) et la Ville de Gatineau à un passif au titre des avantages sociaux futurs de 9 869 300 \$(13 209 900 \$ en 2020)

9. Autres actifs financiers

		2021	2020
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45	1 098 200	83 749
	46	1 098 200	83 749

Note

10. Emprunts temporaires

S.O.

11. Créditeurs et charges à payer

		2021	2020
Fournisseurs	47	56 366 897	52 894 363
Salaires et avantages sociaux	48	83 621 891	88 400 356
Dépôts et retenues de garantie	49	38 356 239	37 985 456
Provision pour contestations d'évaluation	50	42 279 488	29 591 438
Autres			
▪ Gvt du Québec et entreprises	51	132 954	175 137
▪ Gvt du Canada et entreprises	52	533 843	456 380
▪ Organismes municipaux	53	539 669	824 141
▪ Int. courus sur dette à L.T.	54	4 238 957	4 664 836
▪ Autres	55	2 071 513	853 043
	56	228 141 451	215 845 150

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

12. Revenus reportés

	2021	2020
Taxes perçues d'avance	57	173 894
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58	162 331
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59	
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	60	813 407
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61	1 063 384
Société québécoise d'assainissement des eaux	62	
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63	
Autres contributions des promoteurs	64	
Fonds de redevances réglementaires	65	
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66	
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	67	
Accès entreprise Québec	68	
Autres		
▪ Autres	69	7 971 970
▪ Subventions perçus d'avance	70	44 498 056
▪ Transferts	71	293 157
▪ Titres de transport et billets	72	1 586 570
▪	73	
▪	74	
▪	75	
	76	55 337 054
		44 047 960

Note**13. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt			Échéance	2021	2020
	de	à				
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,50	14,75	2022	2050	77	836 533 634
Obligations et billets en monnaies étrangères					78	
Gains (pertes) de change reportés					79	
					80	
Autres dettes à long terme						
Gouvernement du Québec et ses entreprises					81	8 454
Organismes municipaux					82	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2,89	2,89	2022	2066	83	87 786 433
Autres	2,00	6,00	2022	2035	84	12 667 366
					85	936 987 433
Frais reportés liés à la dette à long terme					86	(5 244 527)(5 141 430)
					87	931 742 906
						836 665 891

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2021
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2022	88	93 972 083	2 766 472	666 607	97 405 162
2023	89	89 281 155	2 598 143	446 301	92 325 599
2024	90	69 626 097	2 647 508	448 007	72 721 612
2025	91	71 148 542	2 697 810	454 334	74 300 686
2026	92	70 695 407	2 749 069	340 270	73 784 746
2027 et plus	93	441 810 350	160 412 686	10 311 847	612 534 883
	94	836 533 634	173 871 688	12 667 366	1 023 072 688
Intérêts et frais accessoires	95	(86 085 255)	(86 085 255)		
	96	836 533 634	87 786 433	12 667 366	936 987 433

Note Le coût en vertu de l'obligation découlant de contrat de location-acquisition reflète une transaction non monétaire et n'est pas inclus avec l'émission de dettes à long terme à l'état consolidé des flux de trésorerie.

14. Autres passifs

		2021	2020
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	97		
Assainissement des sites contaminés	98	1 494 498	
Autres			
▪	99		
▪	100		
▪	101		
▪	102		
	103	1 494 498	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	104	459 342 820	8 570 816	3 855 817	464 057 819
Eaux usées	105	742 249 398	12 370 640	3 633 183	750 986 855
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	1 126 615 244	30 977 178	5 878 334	1 151 714 088
Autres					
▪ Autres	107	227 665 086	13 523 484	6 034 075	235 154 495
	108				
Réseau d'électricité	109				
Bâtiments	110	513 976 198	28 211 690		542 187 888
Améliorations locatives	111	3 716 730			3 716 730
Véhicules	112	325 942 138	20 252 104	6 759 022	339 435 220
Ameublement et équipement de bureau	113	63 875 497	6 645 296	3 161 242	67 359 551
Machinerie, outillage et équipement divers	114	59 574 607	4 760 280	747 029	63 587 858
Terrains	115	138 040 373	1 836 703		139 877 076
Autres	116	9 446 885	89 631 318		99 078 203
	117	3 670 444 976	216 779 509	30 068 702	3 857 155 783
Immobilisations en cours	118	90 113 757	61 159 930		151 273 687
	119	3 760 558 733	277 939 439	30 068 702	4 008 429 470
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	120	168 651 207	11 619 747	3 855 817	176 415 137
Eaux usées	121	390 697 439	18 784 958	3 633 183	405 849 214
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	122	364 429 634	29 293 686	5 878 334	387 844 986
Autres					
▪ Autres	123	109 997 923	10 246 081	6 034 075	114 209 929
	124				
Réseau d'électricité	125				
Bâtiments	126	202 678 749	13 215 582		215 894 331
Améliorations locatives	127	3 553 944	26 956		3 580 900
Véhicules	128	155 053 640	20 775 726	6 243 680	169 585 686
Ameublement et équipement de bureau	129	41 494 014	7 931 047	3 161 242	46 263 819
Machinerie, outillage et équipement divers	130	43 285 092	2 689 789	640 151	45 334 730
Autres	131	8 370 756	2 357 309		10 728 065
	132	1 488 212 398	116 940 881	29 446 482	1 575 706 797
VALEUR COMPTABLE NETTE	133	2 272 346 335			2 432 722 673
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	134		89 631 318		89 631 318
Amortissement cumulé	135	()	(1 991 807)	()	(1 991 807)
Valeur comptable nette	136				87 639 511

Note

Le coût en vertu du contrat de location-acquisition reflète une transaction non monétaire et n'est pas inclus avec les acquisitions d'immobilisations corporelles à l'état consolidé des flux de trésorerie.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

16. Propriétés destinées à la revente

	2021	2020
Immeubles de la réserve foncière	137	3 769 497
Immeubles industriels municipaux	138	1 410 439
Autres	139	9 958 959
	140	15 138 895
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	141	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	142	15 138 895
		15 140 158

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	143			
▪	144			
▪	145			
▪	146			
	147			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	148			
▪	149			
▪	150			
▪	151			
	152			
VALEUR COMPTABLE NETTE	153			

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2021	2020
Frais payés d'avance		
▪ Dépenses payés d'avances	154	4 027 538
▪	155	2 795 384
▪	156	
Autres		
▪	157	
▪	158	
	159	4 027 538
		2 795 384

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

Note**19. Obligations contractuelles****Ville de Gatineau****Engagements - fournisseurs**

En vertu de divers contrats et ententes, la Ville s'est engagée à verser pour les années 2022 à 2065 une somme globale de 277 065 709 \$ (433 031 762 \$ en 2020).

La répartition de ces engagements se détaille de la façon suivante:

Cueillette ordures & collecte sélective	59 117 125 \$
Déneigement	3 873 514 \$
Location d'équipement	3 829 638 \$
Entretien d'édifices	7 234 647 \$
Location d'édifices	4 268 851 \$
Transport (Société Transport Outaouais)	75 700 000 \$ (organisme consolidé)
Location et gestion surfaces sportives	27 341 058 \$
Entretien et support des équipements informatiques	8 631 838 \$
Autres	87 069 038 \$

En vertu de divers contrats et ententes, la Ville s'est engagée à verser en 2022 une somme globale de 111 982 028 \$ (94 926 694 \$ en 2021) pour des projets en investissements.

Société de Transport de l'Outaouais (STO)

La Société de Transport de l'Outaouais a contracté des engagements totalisant 36 949 496 \$ (42 351 600 \$ en 2020) pour les années 2022 à 2026.

Maison de la Culture de Gatineau

La Corporation a signé des contrats pour un montant de 1 449 675 \$ (1 247 827 \$ en 2020) à l'égard de spectacles qui auront lieu au cours du prochain exercice financier.

La Corporation s'est engagée, en vertu d'un contrat de licence d'utilisation et de maintenance de logiciel échéant le 31 mai 2023, à verser à un organisme de services un montant de 1,25 \$ par billet vendu sur internet et des frais d'utilisation de carte de crédit représentant 2,75 % de la valeur de la transaction effectuée sur internet.

20. Droits contractuels

Au cours des exercices antérieurs, la Société de transport de l'Outaouais a conclu un contrat pour la gestion d'affichage publicitaire pour les autobus et les abribus.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

De plus, au cours de l'année 2018, la Société a fait l'acquisition d'un immeuble commercial locatif. Les revenus minimums pour les cinq prochains exercices s'établissent comme suit:

	2022	2023	2024	2025/26
Revenus de publicité	670 000	680 000		
Revenus de location	142 815	133 320	130 475	244 640
	-----	-----	-----	-----
	812 815	813 320	130 475	244 640
	=====	=====	=====	=====

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2021	2020
Festival des Montgolfières de Gatineau	500 000		
Corporation de l'Aéroport Exécutif O-G	1 582 802	750 876	883 019
Club de Voile Grande-Rivière	600 000	321 194	344 490
	160	2 682 802	1 072 070
			1 227 509

B) Auto-assurance

La Ville a comme politique générale de s'assurer contre certains risques. Chaque type d'assurance est assorti d'un montant de franchise propre à chacun qui, advenant un sinistre, n'affecterait pas significativement la situation financière de la Ville. Le solde est de 2 160 854 \$ au 31 décembre 2021. Un montant de 1 101 177 \$ a été puisé du surplus affecté d'auto-assurance en 2021 (1 295 263 \$ en 2020).

C) Poursuites

La Ville de Gatineau fait présentement l'objet de poursuites totalisant 177 816 551 \$ (176 245 620 \$ en 2020). Actuellement, il est impossible de déterminer le dénouement de ces réclamations et, par conséquent, aucune provision n'a été inscrite aux livres. Tout paiement pouvant résulter de ces réclamations sera imputé aux charges de l'exercice et au surplus affecté pour auto-assurance de l'exercice alors en cours.

La Société de transport de l'Outaouais fait l'objet de réclamations de l'ordre de 350 000 \$ au 31 décembre 2021 (en 2020, les réclamations étaient de l'ordre de 350 000\$). Pour le moment, la direction ne peut se prononcer sur le dénouement de ces réclamations mais la Société a comptabilisé une provision pour faire face à ces éventualités.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlées, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

25. Instruments financiers

La Société de transport de l'Outaouais conclut périodiquement des contrats d'achat à terme basés sur l'indice << WTI-NYMEX >> avec d'importantes institutions financières pour se protéger en partie de la fluctuation du prix du carburant. La Société n'a pas recours à des instruments financiers dérivés à des fins spéculatives. Les gains et pertes réalisés qui y sont reliés sont constatés à l'état des résultats en contrepartie de la charge sur le carburant. Une perte de 1 215 150 \$ a été constatée au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2021 (perte de 523 640 \$ au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2020). La valeur au marché de ces instruments n'est pas constatée à l'état de la situation financière.

Au 31 décembre 2021, la Société possède des contrats d'achat à terme échéant en 2022 et 2023 pour une quantité totale de 18 000 000 litres dont la valeur de marché est de 7,3M\$ (au 31 décembre 2020, la Société possédait des contrats d'achat à terme échéant en 2021, 2022 et 2023 pour une quantité totale de 18 000 000 litres dont la valeur au marché était de 7,3M\$).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

26 Marge de crédit

Ville de Gatineau

La Ville de Gatineau dispose d'une marge de crédit autorisée inutilisée de 20 000 000 \$ (20 000 000 \$ en 2020) portant intérêt au taux préférentiel de la Fédération des caisses Desjardins du Québec moins 1% (taux préférentiel de la Fédération des caisses Desjardins du Québec moins 1% en 2020).

La Ville de Gatineau a émis une lettre de garantie au nom du Ministère de Développement Durable de l'Environnement au montant de 100 000 \$ CAD échéant le 9 juin 2022, renouvelable automatiquement.

Société de Transport de l'Outaouais (STO)

La Société bénéficie d'un crédit bancaire de 45 000 000 \$(35 000 000 \$ en 2020) pour son fonctionnement. Ce crédit porte intérêt au taux préférentiel moins 1,07%. Le crédit bancaire est renouvelable annuellement jusqu'à la fin du contrat, soit au 31 juillet 2026. Au 31 décembre 2021, le crédit n'était pas utilisé (au 31 décembre 2020, le crédit utilisé était de 2 300 000 \$).

Investissement et Développement Gatineau (ID Gatineau)

L'Organisme dispose d'une marge de crédit autorisée de 75 000 \$ (75 000 \$ en 2020) échéant en juin 2022 et qui porte intérêt au taux préférentiel (taux préférentiel en 2020). Au 31 décembre 2021, le montant est entièrement disponible (entièremment disponible en 2020).

Aéroport exécutif de Gatineau-Ottawa

L'emprunt bancaire, d'un montant autorisé de 50 000 \$ (50 000 \$ en 2020) porte intérêt au taux préférentiel majoré de 1% au 31 décembre 2021 (taux préférentiel majoré de 1% en 2020), renouvelable annuellement. Au 31 décembre 2021 et 2020, l'emprunt bancaire est inutilisé.

27 Risques environnementaux

Les opérations de la Ville et entités du périmètre sont régies par les lois gouvernementales concernant la protection de l'environnement. Les conséquences environnementales sont difficilement identifiables en ce qui concerne la résultante, son échéance ou son impact. Présentement, au meilleur de la connaissance de ses dirigeants, la Ville opère en conformité avec les lois et les règlements en vigueur.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

28 Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour l'exercice considéré.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	Réalisations 2020		Budget 2021		Réalisations 2021			Total consolidé¹	
	Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats		
Revenus									
Fonctionnement									
Taxes	1	488 452 613	512 237 186	511 500 689				511 500 689	
Compensations tenant lieu de taxes	2	69 973 976	72 728 300	71 976 330				71 976 330	
Quotes-parts	3						71 600 000		
Transferts	4	61 500 159	19 782 739	28 705 889			46 810 759	71 505 301	
Services rendus	5	14 286 314	15 371 825	16 752 340			21 325 430	37 991 540	
Imposition de droits	6	34 462 911	23 220 000	55 176 207				55 176 207	
Amendes et pénalités	7	14 720 642	15 079 000	16 631 864				16 631 789	
Revenus de placements de portefeuille	8	7 965 702	6 823 000	5 960 520				5 960 520	
Autres revenus d'intérêts	9	2 812 513	3 000 000	2 561 320			159 843	2 721 163	
Autres revenus	10	3 540 203	459 000	2 155 925			1 379 210	3 523 802	
Effet net des opérations de restructuration	11								
	12	697 715 033	668 701 050	711 421 084			141 275 242	776 987 341	
Investissement									
Taxes	13								
Quotes-parts	14								
Transferts	15	51 301 249	23 695 000	30 255 318			22 348 036	52 411 046	
Imposition de droits	16	543 751		668 773				668 773	
Autres revenus									
Contributions des promoteurs	17	15 174 100		10 896 738				10 896 738	
Autres	18								
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19								
Effet net des opérations de restructuration	20								
	21	67 019 100	23 695 000	41 820 829			22 348 036	63 976 557	
	22	764 734 133	692 396 050	753 241 913			163 623 278	840 963 898	
Charges									
Administration générale	23	68 555 541	67 677 532	71 247 059	5 788 908			77 035 967	
Sécurité publique	24	140 309 717	121 641 827	140 263 747	4 645 434			144 909 181	
Transport	25	124 566 752	124 184 347	128 587 423	28 221 579		146 961 469	231 545 525	
Hygiène du milieu	26	75 797 200	76 777 453	82 238 845	32 034 001			114 272 846	
Santé et bien-être	27	4 082 839	4 354 022	3 837 131				3 837 131	
Aménagement, urbanisme et développement	28	26 389 023	25 443 252	34 454 749	539 719		4 330 775	35 250 422	
Loisirs et culture	29	100 317 656	81 072 475	74 682 648	14 417 703		5 959 405	94 868 633	
Réseau d'électricité	30								
Frais de financement	31	21 613 893	29 263 143	20 868 087			5 690 844	26 558 931	
Effet net des opérations de restructuration	32								
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	80 353 033	79 675 771	85 647 344	(85 647 344)				
	34	641 985 654	610 089 822	641 827 033			162 942 493	728 278 636	
Excédent (déficit) de l'exercice	35	122 748 479	82 306 228	111 414 880			680 785	112 685 262	

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	Réalisations 2020	Budget 2021	Réalisations 2021		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) de l'exercice	1 122 748 479	82 306 228	111 414 880	680 785	112 685 262
Moins : revenus d'investissement	2 (67 019 100)	(23 695 000)	(41 820 829)	(22 348 036)	(63 976 557)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3 55 729 379	58 611 228	69 594 051	(21 667 251)	48 708 705
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
Ajouter (déduire)					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Amortissement	4 80 353 033	79 675 771	85 647 344	31 293 537	116 940 881
Produit de cession	5 3 196 000		1 337 645		1 337 645
(Gain) perte sur cession	6 (1 656 275)		(1 163 601)	448 177	(715 424)
Réduction de valeur / Reclassement	7				
	8 81 892 758	79 675 771	85 821 388	31 741 714	117 563 102
Propriétés destinées à la revente					
Coût des propriétés vendues	9				
Réduction de valeur / Reclassement	10				
	11				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Remboursement ou produit de cession	12 604 865		1 624 687		1 624 687
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13				
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14				
	15 604 865		1 624 687		1 624 687
Financement					
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16 4 755 867		7 651 934	10 000	7 661 934
Remboursement de la dette à long terme	17 (39 190 275)	()	(41 961 077)	(9 292 443)	(51 253 520)
	18 (34 434 408)		(34 309 143)	(9 282 443)	(43 591 586)
Affectations					
Activités d'investissement	19 (57 365 836)	()	(63 824 986)	(1 953 284)	(65 778 270)
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20 1 017 085		1 130 689	567 220	1 697 909
Excédent de fonctionnement affecté	21 30 374 180		20 554 720	52 752	20 607 472
Réserves financières et fonds réservés	22 (9 130 338)		(10 291 679)		(10 291 679)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23 (1 439 444)		(9 065 102)	881 427	(8 183 675)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24				
	25 (36 544 353)		(61 496 358)	(451 885)	(61 948 243)
	26 11 518 862	79 675 771	(8 359 426)	22 007 386	13 647 960
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27 67 248 241	138 286 999	61 234 625	340 135	62 356 665

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	Réalisations 2020	Réalisations 2021		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	67 019 100	41 820 829	22 348 036
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Acquisition d'immobilisations corporelles				
Administration générale	2 (	11 324 130 ) (	14 530 459 ) (	4 024 985) (
Sécurité publique	3 (	4 748 901 ) (	4 951 869 ) (	)( 4 951 869)
Transport	4 (	58 091 645 ) (	61 094 814 ) (	35 215 338) (
Hygiène du milieu	5 (	46 399 929 ) (	45 639 483 ) (	)( 45 639 483)
Santé et bien-être	6 ()()()()())()()()())()()()()
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	3 596 306 ) (	3 808 350 ) (	)( 3 808 350)
Loisirs et culture	8 (	24 528 647 ) (	108 522 263 ) (	151 878) (
Réseau d'électricité	9 ()()()()())()()()())()()()()
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ()()()()())()()()())()()()()
	11 (	148 689 558 ) (	238 547 238 ) (	39 392 201) (
))))
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	12 ()()()()())()()()())()()()()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Émission ou acquisition	13 (	4 747 238 ) (	3 931 985 ) (	)( 3 931 985)
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	14	45 225 000	45 966 995	12 870 052
Affectations				
Activités de fonctionnement	15	57 365 836	63 824 986	1 953 284
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	16	(3 201 900)		
Excédent de fonctionnement affecté	17	876 815	3 692 400	446 853
Réserves financières et fonds réservés	18	10 299 678	8 493 986	8 493 986
	19	65 340 429	76 011 372	2 400 137
	20	(42 871 367)	(120 500 856)	(24 122 012)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	24 147 733	(78 680 027)	(1 773 976)
				)( 80 646 311)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2020	2021	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats
				Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS				
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	86 727 330	67 326 307	21 145 361
Débiteurs (note 5)	2	352 851 958	361 290 995	133 309 858
Prêts (note 6)	3	6 891 874	5 183 342	264 821
Placements de portefeuille (note 7)	4	275 209 001	345 643 735	200
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5			
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6			17 313 300
Autres actifs financiers (note 9)	7			1 098 200
	8	721 680 163	779 444 379	173 131 740
				948 488 233
PASSIFS				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9			
Emprunts temporaires (note 10)	10			
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	193 942 538	198 196 372	34 032 965
Revenus reportés (note 12)	12	24 489 986	25 168 608	30 758 043
Dette à long terme (note 13)	13	612 183 387	711 981 928	219 760 978
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	13 209 900	9 869 300	9 869 300
Autres passifs (note 14)	15			1 494 498
	16	843 825 811	945 216 208	286 046 484
	17	(122 145 648)	(165 771 829)	(112 914 744)
				(278 096 976)
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)				
ACTIFS NON FINANCIERS				
Immobilisations corporelles (note 15)	18	1 780 899 897	1 933 625 748	499 096 925
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	15 140 158	15 138 895	15 138 895
Stocks de fournitures	20	6 062 459	7 275 766	5 154 006
Actifs incorporels achetés (note 17)	21			
Autres actifs non financiers (note 18)	22	2 012 776	3 115 942	911 596
	23	1 804 115 290	1 959 156 351	505 162 527
				2 464 318 878
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	63 796 251	54 295 025	2 900 470
Excédent de fonctionnement affecté	25	149 220 352	194 938 301	15 344 021
Réserves financières et fonds réservés	26	5 849 075	7 646 769	7 646 769
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	(89 288 430)	(81 408 211)	9 662 054)
Financement des investissements en cours	28	200 676 513	211 449 138	(2 769 453)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	1 351 715 881	1 406 463 500	386 434 799
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30			
	31	1 681 969 642	1 793 384 522	392 247 783
				2 186 221 902

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	236 304 329	247 357 128	309 479 140
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	48 628 576	59 741 899	83 970 652
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5	121 172 894	123 552 614	163 159 961
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8			
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	19 061 926	12 857 175	14 183 926
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	5 613 217	5 864 075	9 952 569
D'autres tiers	12			10 328 286
Autres frais de financement	13	4 588 000	2 146 837	134 052
Autres	14			2 422 436
Organismes municipaux				1 991 097
Quotes-parts				
Transferts	15	71 600 000	70 995 998	
Autres	16			165 348
Autres organismes				
Transferts	17			
Autres	18	13 949 569	31 673 535	26 178 643
Immobilisations corporelles				41 284 586
Actifs incorporels achetés	19	79 675 771	85 647 344	116 940 881
Amortissement				109 708 849
Autres				
▪ Autres	20			
▪	21	9 495 540	1 990 428	1 990 428
▪	22			2 664 760
▪	23			
	24	610 089 822	641 827 033	728 278 636
				722 683 958

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	1	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2	1 260
Autres revenus	3	4 407 205
	4	4 408 465
Charges		
Créances douteuses sur prêts et placements de portefeuille		
Radiation	5	
Variation de la provision pour moins-value	6	
Autres créances douteuses	7	
	8	
Autres charges	9	4 243 710
	10	4 243 710
Excédent (déficit) de l'exercice	11	164 755
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE		
Actifs		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	4 138 205
Placements de portefeuille	13	889 044
Débiteurs	14	
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	4 054 180
Provision pour moins-value	16	() ()
	17	4 054 180
	18	8 192 385
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	19	2 757
Revenus reportés	20	
Dette à long terme	21	7 646 402
	22	7 649 159
Solde du Fonds local d'investissement	23	543 226
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE		
Libres - FLI régulier	24	2 332 464
Libres - Aide d'urgence aux PME	25	1 805 741
Supportant les engagements de prêts - FLI régulier	26	
Supportant les engagements de prêts - Aide d'urgence aux PME	27	
Supportant les garanties de prêts - FLI régulier	28	
Supportant les garanties de prêts - Aide d'urgence aux PME	29	
	30	4 138 205
		2 371 815

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Les prêts aux entreprises portent intérêt entre 2,45% et 10,70%, encaissable jusqu'en 2029.

Note sur la dette à long terme

Le prêt est remboursable à partir du 1er juin 2020 pour le solde non investi au 31 décembre 2019 et en cinq versements annuels et consécutifs, le premier versement est évalué à 422 671 \$. Chacun de ces versements sera fait le 1er juin de chaque année. Il sera égal aux sommes reçues par la Ville durant la période de 12 mois précédent le 31 décembre de chaque année, à titre de remboursement du capital investi par la Ville, à même les sommes consenties en vertu du contrat de prêt et ce, jusqu'à concurrence du remboursement du prêt. Le versement à effectuer au 1er juin 2026 sera égal à l'évaluation de portefeuille de placement FLI au 3 décembre 2025, jusqu'à concurrence du solde du prêt. Dans la mesure où,

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

le 1er juin 2025, la Ville ne dispose pas des liquidités suffisantes pour acquitter en totalité le solde du prêt consenti, ce solde devra être remboursé à demande. Aux fins de déterminer le montant du remboursement alors exigé, le Ministère de l'Économie, Science et Innovation (MESI) prendra en considération la situation financière et les liquidités disponibles du FLI, telles qu'elles apparaissent aux états financiers audités déposés par la Ville.

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	1	1 260
Revenus sur les prêts aux entreprises	2	726
Autres revenus	3	47 477
	4	48 737
		47 210
Charges		
Créances douteuses sur prêts		
Radiation	5	
Variation de la provision pour moins-value	6	
Autres créances douteuses	7	13 138
	8	13 138
Intérêts sur la dette à long terme	9	
Autres charges	10	22 950
	11	36 088
Excédent (déficit) de l'exercice	12	12 649
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE		
Actifs		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13	95 291
Placements de portefeuille	14	304 605
Débiteurs	15	
Prêts aux entreprises	16	590 584
Provision pour moins-value	17	()
	18	590 584
	19	990 480
		693 517
		693 517
		981 257
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	20	86 903
Revenus reportés	21	
Dette à long terme	22	648 033
	23	734 936
		651 475
		738 362
Solde du Fonds local de solidarité		
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	24	183 703
Excédent (déficit) non affecté	25	71 841
	26	255 544
		183 703
		59 192
		242 895
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE		
Libres	27	399 896
Supportant les engagements de prêts	28	
	29	399 896
		287 740

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Les prêts aux entreprises portent intérêts entre 6% et 12%, encaissable jusqu'en 2029.

Note sur la dette à long terme

Crédit variable à l'investissement pour le financement du FLS au montant autorisé de 750 000 \$ à un taux de 5% depuis plusieurs années, passe de 4% pour la première tranche de 250 000 \$, moins une diminution de 0,5% pour chaque tranche de 250 000 \$ subséquente. Les avances sont faites sur demande écrite de l'emprunteur accompagnés de pièces justificatives exigées par le prêteur. L'emprunteur peut rembourser en tout temps les sommes dues en capital, mais doit maintenir un solde en capital minimum de 15 000 \$.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021**

	2021	2020
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 57 785 092	66 489 839
Excédent de fonctionnement affecté	2 210 282 322	166 198 419
Réserves financières et fonds réservés	3 7 646 769	5 849 075
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (91 070 265)	(98 069 068)
Financement des investissements en cours	5 208 679 685	199 687 285
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 1 792 898 299	1 733 381 090
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	8 2 186 221 902
	8	2 073 536 640
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 54 295 025	63 796 251
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10 3 490 067	2 693 588
	11 57 785 092	66 489 839
Excédent de fonctionnement affecté		
Administration municipale		
▪ Projets majeurs	12 26 309 077	17 146 525
▪ Divers projets	13 81 934 009	58 433 229
▪ Projets en cours	14 66 903 398	53 542 255
▪ Dépenses en immobilisations	15 4 492 890	3 671 918
▪ Engagements	16 6 834 647	7 162 644
▪ Autres	17 8 464 280	9 263 781
▪	18	
▪	19	
▪	20	
	21 194 938 301	149 220 352
Organismes contrôlés et partenariats ¹		
▪ Organismes consolidés	22 15 344 021	16 978 067
▪	23	
▪	24	
	25 15 344 021	16 978 067
	26 210 282 322	166 198 419

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021**

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	27	
▪	28	
▪	29	
▪	30	
▪	31	
	32	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37	2 101 116
Organismes contrôlés et partenariats	38	2 186 282
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	105
Organismes contrôlés et partenariats	40	105
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	2 332 464
Fonds local de solidarité	44	312 993
Autres		
▪ Frais de croissance (FPTJ)	45	1 097 107
▪ FONDS RÉSERVÉS PAU	46	1 802 984
	47	7 646 769
	48	5 849 075

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 (411 149)	821 032)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 (2 831 500)	3 592 400)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (16 564 400)	27 574 300)
Mesure d'allègement pour la COVID-19	52 (3 193 000)	()
Autres	53 (10 909 100)	11 947 232)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	54 (21 463 806)	20 264 400)
	55 (55 372 955)	64 199 364)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	56 ()	()
Assainissement des sites contaminés	57 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 ((2 727 081)	(2 727 081)
Autres		
▪ Assurance collectives	59 (7 767 805)	7 063 906)
▪	60 ()	()
	61 (60 413 679)	68 536 189)
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	62 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	63 ()	()
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	64 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	65 ()	()
Autres		
▪ Modifi comptables 2020 int LT	66 (174 565)	190 807)
▪	67 ()	()
	68 (174 565)	190 807)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	69 ()	()
Mesure relative à la COVID-19	70 ()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	71 ()	()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	72 (8 294 433)	8 301 853)
Autres		
▪ Autre financement - PRQ	73 (26 648 649)	22 462 575)
▪	74 ()	()
	75 (34 943 082)	30 764 428)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	76	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	77	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	78 4 461 061	1 422 356
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	79	
Autres		
▪	80	
	81 4 461 061	1 422 356
	82 (91 070 265)	98 069 068)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021**

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	83 259 585 134	233 004 925
Investissements à financer	84 (50 905 449)	33 317 640)
	85 208 679 685	199 687 285
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	86 2 432 722 673	2 272 346 335
Propriétés destinées à la revente	87 15 138 895	15 140 158
Prêts	88 5 448 163	7 156 695
Placements de portefeuille à titre d'investissement	89 84 201	209 201
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	90	
	91 2 453 393 932	2 294 852 389
Ajustements aux éléments d'actif	92	
	93 2 453 393 932	2 294 852 389
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	94 (931 742 906)	(836 665 891)
Frais reportés liés à la dette à long terme	95 (5 244 527)	(5 141 430)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	96 245 235 046	251 956 869
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	97	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	98	
	99 (691 752 387)	(589 850 452)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	100 (31 256 754)	(28 379 153)
	101 (660 495 633)	(561 471 299)
	102 1 792 898 299	1 733 381 090

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	6
Régimes supplémentaires de retraite	2	2

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Description des régimes et autres renseignements tels la formule de prestations, les politiques de capitalisation et de placement et les modifications/événements survenus au cours de l'exercice

La Ville offre à ses employés différents régimes de retraite à prestations déterminées. En vertu de ces régimes, les prestations versées aux employés sont basées sur le nombre d'années de service et sur le salaire. De plus, La Ville offre à certains employés un régime supplémentaire de retraite non capitalisé. Ce régime prévoit une prestation de retraite additionnelle pour la portion de la rente non couverte par les régimes de base compte tenu des limites fiscales.

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 a été requise par la Loi pour tous les régimes visés.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposée devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2021.

	2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	33 910 100
Charge de l'exercice	4	(36 467 400)(
Cotisations versées par l'employeur	5	30 973 400)
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	42 583 500
		32 366 500
		33 910 100
		33 910 100

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	1 420 310 600
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	(1 401 445 700)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	18 864 900
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	28 612 800
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	47 477 700
Provision pour moins-value	12	(7 451 500)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	40 026 200
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	3
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	260 459 700
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	(276 673 900)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	(16 214 200)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	52 402 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	1 092 800
	20	53 494 800
Cotisations salariales des employés	21	(26 117 800)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()()
	23	27 377 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	8 406 900
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	(3 823 600)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	35 783 900
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	70 038 200
Rendement espéré des actifs	33	(69 354 700)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	683 500
Charge de l'exercice	35	36 467 400

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	102 687 900
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(69 156 000)(68 177 800)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	33 531 900
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	(13 991 200)
Prestations versées au cours de l'exercice	40	59 517 200
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	1 400 157 600
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	4 627 400
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	42 100
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	106 682 500
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	15
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	5,38 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,38 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	2,58 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	1
Autres avantages sociaux futurs	54	1

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

Des avantages complémentaires de retraite liés à l'assurance-vie et aux assurances couvrant le remboursement des frais médicaux et dentaires sont aussi accordés à la plupart des employés.

	2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	(31 439 400)
Charge de l'exercice	56	(1 922 800)(1 595 500)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	780 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	(32 582 200)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	(24 882 000)(29 052 200)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	(24 882 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	(7 700 200)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	(32 582 200)
Provision pour moins-value	64	()()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	(32 582 200)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	2
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	(28 291 200)(11 126 900)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	(28 291 200)(11 126 900)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	1 552 600
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	1 285 700
	72	1 552 600
Cotisations salariales des employés	73	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	()
	75	1 552 600
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	(186 600)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	1 285 700
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	(372 200)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	80
Variation de la provision pour moins-value	80	Autres
	81	82
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83	1 366 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	556 800
Rendement espéré des actifs	85	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86	556 800
Charge de l'exercice	87	682 000
Informations complémentaires	88	913 500
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	913 500
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	()
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91	5 499 600
Prestations versées au cours de l'exercice	92	(2 789 500)
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice	93	829 600
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	829 600
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	829 600
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	14
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96	15
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	1,55 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	2,58 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	2,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	5,35 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	5,35 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103	3,57 %
Autres hypothèses économiques	104	2040
	105	2040

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	106	1
--	-----	---

Description des régimes et autres renseignements

Les chauffeurs urbains et les employés de l'entretien de la Société participent à un régime de retraite à cotisation déterminés. La cotisation de l'employeur en 2020 correspond à 100% de la cotisation de l'employé. Les coûts de la caisse de retraite des chauffeurs urbains et des employés de l'entretien sont imputés selon la comptabilité d'exercice.

	2021	2020
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime de retraite par financement salarial	108	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109	
Régime de retraite à prestations cibles	110	
Autres régimes	111	3 598 537
	112	3 598 537
		3 791 721

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	113	2
--	-----	---

Description des régimes et autres renseignements

REER Individuel - REER FTQ - 341 employés

REER Individuel - REER de la Banque Royale - 1 employé

Ces deux REER sont offerts aux employés mais la Société ne participe pas.

	2021	2020
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite	114	
Régime de retraite simplifié	115	
REER	116	
Autres régimes	117	
	118	

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2021	2020
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119	19

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes interemployeurs administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2021	2020
Cotisations des élus au RREM	120	79 087
		90 034
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM	121	266 523
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122	225 337
	123	491 860
		533 145

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	369 109 524	366 178 263	366 178 263
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	44 216 892	45 254 049	45 254 049
Activités de fonctionnement	3	66 611 585	68 195 406	68 195 406
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	2 203 000	2 247 896	2 247 896
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	482 141 001	481 875 614	481 875 614
				459 183 558
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	3 875 000	3 245 906	3 245 906
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	17 798 000	18 195 880	18 195 880
Autres				
▪ Larvicide biologique	16	267 945	272 867	272 867
▪	17			
▪	18			
Centres d'urgence 9-1-1	19	1 515 000	1 538 188	1 538 188
Service de la dette	20	6 640 240	6 372 234	6 372 234
Pouvoir général de taxation	21			
Activités de fonctionnement	22			
Activités d'investissement	23			
	24	30 096 185	29 625 075	29 625 075
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	25			
Autres	26			
	27			
	28	30 096 185	29 625 075	29 625 075
	29	512 237 186	511 500 689	488 452 613

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	30	3 357 000	3 472 247	3 472 247
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	31			
Taxes d'affaires	32			
Compensations pour les terres publiques	33			
	34	3 357 000	3 472 247	3 472 247
				3 270 882
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	35	4 986 200	4 953 281	4 953 281
Cégeps et universités	36	3 018 000	3 039 496	3 039 496
Écoles primaires et secondaires	37	8 081 100	8 021 561	8 021 561
	38	16 085 300	16 014 338	15 263 496
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	39	85 000	38 149	38 149
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	40			
Taxes d'affaires	41			
	42	85 000	38 149	38 149
	43	19 527 300	19 524 734	18 617 018
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	44	53 201 000	52 451 596	52 451 596
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	45			
Taxes d'affaires	46			
	47	53 201 000	52 451 596	52 451 596
				51 356 958
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	48			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	49			
	50			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	51			
Autres	52			
	53			
	54	72 728 300	71 976 330	71 976 330
				69 973 976

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	55			
Sécurité publique				
Police	56			
Sécurité incendie	57			
Sécurité civile	58		552 724	552 724
Autres	59			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	60	338 830	299 371	299 371
Enlèvement de la neige	61	149 000	119 975	119 975
Autres	62			69 167
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	63		30 116 948	26 099 788
Transport adapté	64		3 597 570	3 903 652
Transport scolaire	65			
Autres	66			
Transport aérien	67		219 687	177 181
Transport par eau	68			
Autres	69			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
l'eau potable	70	955 770	947 908	947 908
Réseau de distribution de l'eau potable	71	212 070	13 199	13 199
Traitement des eaux usées	72	1 706 806	1 852 421	1 852 421
Réseaux d'égout	73	2 027 947	2 145 891	2 145 891
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	74	3 468 855	4 878 794	4 878 794
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	75	3 376 000	5 709 331	5 729 095
Tri et conditionnement	76	2 105 000	843 327	846 246
Autres	77			
Autres	78	2 000	979 431	979 431
Cours d'eau	79			208 051
Protection de l'environnement	80			
Autres	81			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	82			
Sécurité du revenu	83			
Autres	84			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	85	81 000		65 553
Rénovation urbaine	86	37 178	22 834	39 558
Promotion et développement économique	87	950 000	1 913 394	2 304 432
Autres	88		415 218	1 011 366
Loisirs et culture				
Activités récréatives	89	355 784	393 445	10 434 466
Activités culturelles				
Bibliothèques	90	899 077	177 462	994 835
Autres	91	270 422	916 366	4 341 426
Réseau d'électricité				
	92			
	93	16 935 739	22 181 091	59 931 394
				62 460 281

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	94		74 450	74 450
Sécurité publique				
Police	95			
Sécurité incendie	96			
Sécurité civile	97		614 523	614 523
Autres	98			79 211
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	99			
Enlèvement de la neige	100			
Autres	101	10 000 000	7 557 336	7 557 336
Transport collectif				8 866 989
Transport en commun				
Transport régulier	102			18 979 965
Transport adapté	103			9 761 141
Transport scolaire	104			
Autres	105			
Transport aérien	106			3 175 763
Transport par eau	107			44 112
Autres	108			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	109	5 553 000	17 762 674	17 762 674
Réseau de distribution de l'eau potable	110			34 524 697
Traitement des eaux usées	111	6 459 000	2 062 869	2 062 869
Réseaux d'égout	112	1 683 000		3 964 000
Réseaux d'égout				1 404 001
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	113			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	114			
Tri et conditionnement	115			
Autres	116			
Autres	117			
Cours d'eau	118			
Protection de l'environnement	119		832 925	832 925
Autres	120			1 123 400
				25 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	121			
Sécurité du revenu	122			
Autres	123			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	124			
Rénovation urbaine	125			
Promotion et développement économique	126			
Autres	127	150 000	150 000	
Loisirs et culture				
Activités récréatives	128	1 100 000	1 100 000	370 392
Activités culturelles				
Bibliothèques	129	100 541	100 541	943 559
Autres	130			
Réseau d'électricité	131			
	132	23 695 000	30 255 318	52 411 046
				61 106 502

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	133			
Péréquation	134			
Neutralité	135			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	136			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	137			
Fonds de développement des territoires	138			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	139		5 049 109	5 005 413
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	140	2 250 000	2 264 674	2 365 197
Dotation spéciale de fonctionnement	141			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	142			
Autres	143	597 000	4 260 124	4 260 124
	144	2 847 000	6 524 798	11 573 907
TOTAL DES TRANSFERTS	145	43 477 739	58 961 207	123 916 347
				159 697 447

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	146			
Évaluation	147			
Autres	148			
	149			
Sécurité publique				
Police	150			
Sécurité incendie	151			
Sécurité civile	152			
Autres	153			
	154			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	155			
Enlèvement de la neige	156	5 000	5 512	5 512
Autres	157			
Transport collectif	158			
Autres	159			
	160	5 000	5 512	5 512
				5 474
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	161			
Réseau de distribution de l'eau potable	162			
Traitement des eaux usées	163			
Réseaux d'égout	164			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	165	15 605	19 456	19 456
Matières recyclables				12 015
Collecte sélective				
Collecte et transport	166			
Tri et conditionnement	167			
Autres	168			
Autres	169			
Cours d'eau	170			
Protection de l'environnement	171			
Autres	172			
	173	15 605	19 456	19 456
				12 015

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	<i>Administration municipale</i>		<i>Données consolidées</i>	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	174	20 000		
Autres	175			
	176	20 000		
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	177			
Rénovation urbaine	178			
Promotion et développement économique	179			
Autres	180			
	181			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	182	460 000	463 033	444 026
Activités culturelles				
Bibliothèques	183			
Autres	184		2 958 973	2 557 706
	185	460 000	463 033	3 422 006
Réseau d'électricité	186			3 001 732
	187	500 605	488 001	3 446 974
				3 019 221

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	188			
Évaluation	189			
Autres	190	1 425 575	2 894 925	2 894 925
	191	1 425 575	2 894 925	1 616 560
Sécurité publique				
Police	192	808 800	789 150	789 150
Sécurité incendie	193	284 000	513 544	513 544
Sécurité civile	194	250 000	2 704 012	2 704 012
Autres	195			2 185 704
	196	1 342 800	4 006 706	3 304 844
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	197	2 123 000	1 006 167	1 006 167
Enlèvement de la neige	198	475 000	157 140	157 140
Autres	199			203 642
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	200		16 571 102	20 110 056
Transport adapté	201		318 628	295 732
Transport scolaire	202			
Autres	203	908 000	2 018 695	3 409 192
Autres	204			2 559 385
	205	3 506 000	3 182 002	21 462 229
				24 563 094
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de				
l'eau potable	206	82 000	128 706	128 706
Réseau de distribution de l'eau potable	207	76 000	101 698	101 698
Traitement des eaux usées	208	161 000	243 510	243 510
Réseaux d'égout	209			242 376
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	210	1 136 500	2 232 270	2 232 270
Matières recyclables	211	77 000	69 511	69 511
Autres	212			64 151
Cours d'eau	213			
Protection de l'environnement	214			
Autres	215		39 344	39 344
	216	1 532 500	2 815 039	2 425 619

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	<i>Administration municipale</i>		<i>Données consolidées</i>	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221	513 000	177 501	177 501
Rénovation urbaine	222		252 583	252 583
Promotion et développement économique	223			109 676
Autres	224	10 000	14 975	14 975
	225	523 000	445 059	304 961
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226	5 613 345	2 614 689	2 614 689
Activités culturelles				2 740 582
Bibliothèques	227	136 000	80 853	80 853
Autres	228	792 000	225 066	225 066
	229	6 541 345	2 920 608	3 118 383
Réseau d'électricité				
	230			
	231	14 871 220	16 264 339	34 544 566
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	15 371 825	16 752 340	38 352 682

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233	3 370 000	5 880 909	2 941 878
Droits de mutation immobilière	234	19 850 000	49 295 298	31 521 033
Droits sur les carrières et sablières	235			
Autres	236		668 773	543 751
	237	23 220 000	55 844 980	35 006 662
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	238	15 079 000	16 631 864	14 720 642
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	239	6 823 000	5 960 520	7 965 702
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	240	3 000 000	2 561 320	2 721 163
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241		1 163 601	715 424
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			
Contributions des promoteurs	245		10 896 738	10 896 738
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247			
Autres contributions	248			
Redevances réglementaires	249			
Autres	250	459 000	992 324	2 808 378
	251	459 000	13 052 663	14 420 540
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	252			19 970 051

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2021		Réalisations 2021		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	7 019 378	6 160 339	471 228	6 631 567	6 631 567
Greffé et application de la loi	2	10 743 132	12 584 214	1 022 082	13 606 296	10 245 792
Gestion financière et administrative	3	28 425 317	29 791 915	2 363 734	32 155 649	31 497 424
Évaluation	4	6 630 087	5 660 836	553 701	6 214 537	6 680 021
Gestion du personnel	5	10 027 454	11 155 507	747 785	11 903 292	11 384 765
Autres						
▪ Communications et autres	6	4 832 164	5 894 248	630 378	6 524 626	7 350 221
▪	7					
	8	67 677 532	71 247 059	5 788 908	77 035 967	73 469 439
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	75 368 078	81 155 656	2 695 459	83 851 115	86 247 262
Sécurité incendie	10	42 593 180	46 406 426	1 862 168	48 268 594	47 166 489
Sécurité civile	11	462 038	6 644 720	60 397	6 705 117	6 081 178
Autres	12	3 218 531	6 056 945	27 410	6 084 355	5 023 423
	13	121 641 827	140 263 747	4 645 434	144 909 181	144 518 352
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	17 610 827	18 562 407	26 213 452	44 775 859	43 596 503
Enlèvement de la neige	15	24 761 888	27 229 337	168 100	27 397 437	27 889 490
Éclairage des rues	16	2 838 997	2 946 460	1 419 461	4 365 921	4 406 738
Circulation et stationnement	17	6 670 400	6 816 074	420 566	7 236 640	5 968 637
Transport collectif						
Transport en commun	18	71 609 000	71 688 780		71 688 780	137 156 162
Transport aérien	19	503 693	527 308		527 308	2 154 723
Transport par eau	20					1 893 911
Autres	21	189 542	817 057		817 057	796 953
	22	124 184 347	128 587 423	28 221 579	156 809 002	221 708 394

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2021		Réalisations 2021		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	7 173 626	6 851 543	4 870 370	11 721 913	11 502 704
Réseau de distribution de l'eau potable	24	13 402 517	14 304 196	6 667 043	20 971 239	20 232 152
Traitement des eaux usées	25	10 988 777	10 742 023	3 988 971	14 730 994	14 488 248
Réseaux d'égout	26	13 214 862	12 876 434	14 905 495	27 781 929	27 388 926
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	7 889 658	9 330 151	1 041 984	10 372 135	8 364 269
Élimination	28	3 571 619	4 324 887		4 324 887	3 803 565
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	6 837 731	4 916 704	57 521	4 974 225	4 360 245
Tri et conditionnement	30					2 270 820
Matières organiques						
Collecte et transport	31	6 937 259	6 750 772	34 122	6 784 894	6 248 660
Traitement	32	709 136	689 325		689 325	588 089
Matériaux secs	33	3 044 072	3 092 148		3 092 148	1 969 235
Autres	34					
Plan de gestion	35	1 319 801	1 850 292		1 850 292	4 175 698
Autres	36	86 110	200 817	190 865	391 682	386 016
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	1 074 281	5 921 342	217 001	6 138 343	6 138 343
Autres	39	528 004	388 211	60 629	448 840	644 014
	40	76 777 453	82 238 845	32 034 001	114 272 846	107 479 094
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	2 644 612	2 821 724		2 821 724	3 104 842
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	1 709 410	1 015 407		1 015 407	977 997
	44	4 354 022	3 837 131		3 837 131	4 082 839

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2021		Réalisations 2021		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	16 991 410	16 689 779	405 214	17 094 993	17 312 755
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					115
Autres biens	47	590 628	5 147 101		5 147 101	2 765 299
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	4 623 039	9 358 505	89 327	9 447 832	9 703 786
Tourisme	49	926 074	800 044	1 277	801 321	801 321
Autres	50	74 225	38 392		38 392	36 559
Autres	51	2 237 876	2 420 928	43 901	2 464 829	1 913 598
	52	25 443 252	34 454 749	539 719	34 994 468	35 250 422
						26 902 452
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	17 762 814	16 163 345		16 163 345	15 972 222
Patinoires intérieures et extérieures	54	12 091 445	8 912 869		8 912 869	8 912 869
Piscines, plages et ports de plaisance	55	10 315 172	10 072 783		10 072 783	10 072 783
Parcs et terrains de jeux	56	17 844 114	19 124 267	10 720 674	29 844 941	29 844 941
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58	4 088 621	3 599 753		3 599 753	3 599 753
Autres	59					
	60	62 102 166	57 873 017	10 720 674	68 593 691	68 402 568
Activités culturelles						88 111 081
Centres communautaires	61	6 636 893	4 927 057		4 927 057	4 927 057
Bibliothèques	62	11 200 311	11 170 775		11 170 775	11 170 775
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63	387 443	375 129	1 705 222	2 080 351	2 080 351
Autres ressources du patrimoine	64	646 206	336 670		336 670	336 670
Autres	65	99 456		1 991 807	1 991 807	7 951 212
	66	18 970 309	16 809 631	3 697 029	20 506 660	26 466 065
	67	81 072 475	74 682 648	14 417 703	89 100 351	94 868 633
						115 675 020

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2021		Réalisations 2021		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	23 205 133	17 421 026	17 421 026	22 836 271	25 574 613
Autres frais	70	1 470 010	1 300 224	1 300 224	1 300 224	1 282 658
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71	4 588 000	2 121 800	2 121 800	1 240 300	580 800
Autres	72		25 037	25 037	1 182 136	1 410 297
	73	29 263 143	20 868 087	20 868 087	26 558 931	28 848 368
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	75	79 675 771	85 647 344 (	85 647 344)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Ville de Gatineau | 81017 |

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	2
Analyse de la dette à long terme consolidée	3
Endettement total net à long terme consolidé	4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	7
Analyse de la rémunération non consolidée	8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8
Frais de financement non consolidés par activités	9
Rémunération des élus	10

Autres renseignements

Questionnaire	11
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	9 074 811	9 074 811	17 084 090
Usines de traitement de l'eau potable	2	784 936	784 936	639 054
Usines et bassins d'épuration	3	9 474 477	9 474 477	8 460 313
Conduites d'égout	4	25 344 336	25 344 336	19 029 789
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	30 319	30 319	5 984
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	52 730 548	68 862 463	62 034 998
Ponts, tunnels et viaducs	7	243 573	243 573	1 481 156
Systèmes d'éclairage des rues	8	1 191 971	1 191 971	474 124
Aires de stationnement	9			463 261
Parcs et terrains de jeux	10	6 939 544	6 939 544	7 878 601
Autres infrastructures	11	9 979 741	10 442 970	6 472 435
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	2 300 884	4 727 279	4 109 246
Édifices communautaires et récréatifs	14	13 129 145	13 129 145	17 780 107
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16		14 252 859	36 196 448
Autres	17	7 053 112	7 185 232	4 610 840
Ameublement et équipement de bureau	18	5 783 273	5 989 272	5 452 319
Machinerie, outillage et équipement divers	19	2 434 141	6 615 226	1 778 495
Terrains	20	2 413 900	2 413 900	3 054 862
Autres	21	89 638 527	91 237 126	4 323 643
	22	238 547 238	277 939 439	201 329 765

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	7 746 211	7 746 211	14 115 190
Usines de traitement de l'eau potable	24	784 936	784 936	639 054
Usines et bassins d'épuration	25	9 474 477	9 474 477	8 460 313
Conduites d'égout	26	21 987 336	21 987 336	14 359 789
Autres infrastructures	27	65 097 996	81 693 140	71 275 359
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28	1 328 600	1 328 600	2 968 900
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31	3 357 000	3 357 000	4 670 000
Autres infrastructures	32	6 017 700	6 017 700	7 535 200
Autres immobilisations corporelles	33	122 752 982	145 550 039	77 305 960
	34	238 547 238	277 939 439	201 329 765

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

	Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :				
Par l'organisme municipal				
Emprunts refinancés par anticipation	1			
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme				
Excédent de fonctionnement affecté	2			
Réserves financières et fonds réservés	3	104		104
Fonds d'amortissement	4			
Montant à la charge				
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	76 288 952	551 000	9 212 739
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	505 259 540	150 766 928	40 195 834
De la municipalité (Société de transport en commun)	7			
	8	581 548 596	151 317 928	49 408 573
				683 457 951
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)				
Débiteurs				
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	251 956 869	30 984 005	37 705 828
Organismes municipaux	10			245 235 046
Autres tiers	11			
	12	251 956 869	30 984 005	37 705 828
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13			245 235 046
	14	251 956 869	30 984 005	37 705 828
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	15	8 301 856	5 012 294	5 019 714
Autres	16			8 294 436
	17	260 258 725	35 996 299	42 725 542
	18	841 807 321	187 314 227	92 134 115
Dette en cours de refinancement	19	()		()
Reclassement / Redressement	20			
Dette à long terme	21	841 807 321	187 314 227	92 134 115
				936 987 433

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Administration municipale

Dette à long terme	1	715 886 472
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	32 174 552
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	105
Débiteurs	9	137 869 655
Autres montants	10	8 294 436
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	23 018 963
Autres		
▪ Taxes perçues d'avance	12	173 894
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	578 703 971

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats

Endettement net à long terme	16	578 703 971
------------------------------	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	578 703 971
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	116 106 344
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	116 106 344
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	694 810 315
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
Administration générale				
Greffé et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3			
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25			

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Rémunération	1	7 235 813	5 051 297
Charges sociales	2	2 411 937	1 683 766
Biens et services	3	139 268 170	141 954 495
Frais de financement	4		
Autres	5	89 631 318	
	6	238 547 238	148 689 558

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Administration municipale	Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹	
Cadres et contremaîtres	1	279,00	35,00	507 780,00	36 413 201	8 625 485	45 038 686
Professionnels	2	150,00	35,00	273 000,00	21 315 734	4 808 933	26 124 667
Cols blancs	3	1 065,00	35,00	1 938 300,00	67 287 102	17 972 448	85 259 550
Cols bleus	4	609,00	40,00	1 266 720,00	46 250 396	11 723 393	57 973 789
Policiers	5	393,00	40,00	817 440,00	49 355 870	11 151 775	60 507 645
Pompiers	6	260,00	42,00	567 840,00	31 393 204	7 111 905	38 505 109
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	2 756,00		5 371 080,00	252 015 507	61 393 939	313 409 446
Élus	9	19,00			2 577 434	759 897	3 337 331
	10	2 775,00			254 592 941	62 153 836	316 746 777

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total	
	Fonctionnement	Investissement				
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12		8 244 315	9 965 359	18 209 674	
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14	1 852 421	2 062 869		3 915 290	
Réseaux d'égout	15	126 487	(447 000)		(320 513)	
Autres	16	26 726 112	9 929 775	500 000	869	37 156 756
	17	28 705 020	19 789 959	10 465 359	869	58 961 207

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

	2021	2020
Administration générale		
Greffre et application de la loi	1	49 697
Évaluation	2	22 356
Autres	3	455 044
	4	527 097
Sécurité publique		
Police	5	326 825
Sécurité incendie	6	802 040
Sécurité civile	7	26 241
Autres	8	23 920
	9	1 179 026
Transport		
Réseau routier		
Voirie municipale	10	5 302 204
Enlèvement de la neige	11	147 578
Autres	12	996 993
Transport collectif	13	285 193
Autres	14	3 227
	15	6 735 195
Hygiène du milieu		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	768 434
Réseau de distribution de l'eau potable	17	1 133 515
Traitement des eaux usées	18	2 778 245
Réseaux d'égout	19	3 867 555
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés	20	128 909
Matières recyclables	21	89 479
Autres	22	76 318
Cours d'eau	23	
Protection de l'environnement	24	23 384
Autres	25	10 329
	26	8 876 168
		9 573 945
Santé et bien-être		
Logement social	27	15 854
Sécurité du revenu	28	
Autres	29	4 010
	30	19 864
		16 497
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	31	294 868
Rénovation urbaine	32	547 371
Promotion et développement économique	33	50 677
Autres	34	9 561
	35	902 477
		894 722
Loisirs et culture		
Activités récréatives	36	2 331 756
Activités culturelles		
Bibliothèques	37	185 285
Autres	38	111 219
	39	2 628 260
		2 552 226
Réseau d'électricité	40	
	41	20 868 087
		21 613 893

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
M. Maxime Pedneaud-Jobin	Maire	149 454	16 196		
Mme France Bélisle	Maire	11 734	1 272		
Mme Audrey Bureau	Conseiller	73 859	16 196		
M. Gilles Chagnon	Conseiller	77 332	17 401		
M. Mike Duggan	Conseiller	71 482	17 401		
Mme Maude Marquis-Bissonnette	Conseiller	70 466	16 196		
M. Jocelyn Blondin	Conseiller	79 281	17 401		
Mme Isabelle N. Miron	Conseiller	71 159	17 401		
Mme Louise Boudrias	Conseiller	63 855	17 401		
M. Cédric Tessier	Conseiller	78 175	16 196		
Mme Renée Amyot	Conseiller	69 798	16 196		
Mme Nathalie Lemieux	Conseiller	56 237	16 196		
Mme Myriam Nadeau	Conseiller	80 873	16 196		
M. Gilles Carpentier	Conseiller	58 629	16 196		
M. Daniel Champagne	Conseiller	74 436	17 401		
M. Pierre Lanthier	Conseiller	78 175	16 196		
M. Jean-François Leblanc	Conseiller	66 514	16 196		
M. Jean Lessard	Conseiller	71 916	17 401		
M. Marc Carrière	Conseiller	61 421	16 196		
M. Martin Lajeunesse	Conseiller	76 351	16 196		
M. Steven Boivin	Conseiller	4 384	1 272		
Mme Caroline Murray	Conseiller	5 303	1 272		
Mme Bettyna Belizaire	Conseiller	4 980	1 272		
Mme Anik Des Marais	Conseiller	4 545	1 272		
M. Steve Moran	Conseiller	4 384	1 272		
M. Louis Sabourin	Conseiller	4 384	1 272		
Mme Tiffany-Lee Norris Parent	Conseiller	4 384	1 272		
Mme Olive Kamanyana	Conseiller	4 972	1 272		
Mme Alicia Lacasse-Brunet	Conseiller	4 707	1 272		
M. Denis Girouard	Conseiller	4 384	1 272		
M. Mario Aubé	Conseiller	5 457	1 272		
M. Edmond Leclerc	Conseiller	4 980	1 272		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité**OUI****NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre

1 _____ 2 101 116 \$

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2 3

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

4 _____ 384 093 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

5 6

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

7 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

8 _____ 4 407 205 \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

9 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

10 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

11 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

12 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs

13 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

14 _____ 4 054 180 \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

15 _____ \$

Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer

16 _____ 2 757 \$

Ligne 20 : Revenus reportés

17 _____ \$

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021
- 18 19
- 20 _____ 1 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2021
- 21 22
- 23 _____ 3 100 000 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021
- 24 25
- 26 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021
- 27 28
- 29 _____ \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021
- 34 35
- 36 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021
- 37 38
- 39 _____ \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes
- 40 41
- 42 _____ \$
- b) autres formes d'aide
- 43 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2021

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2021

44 _____ \$

Facteur comparatif de 2021

45 _____

Valeur uniformisée

46 _____ \$

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2021 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

47 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver
- Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

48 _____ \$

Chaussées pavées - entretien préventif

49 _____ \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

50 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

51 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

52 _____ \$

Systèmes de drainage

53 _____ \$

Abords de routes

54 _____ \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

55 _____ \$

56 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver
- Dépenses relatives à l'entretien d'été

57 _____ \$

58 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

59 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement

- Relativs à l'entretien d'hiver :
- Relativs à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 59 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2021 (ligne 47), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 56 et 58), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2021 (ligne 47) veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

60 _____

b) Date d'adoption de la résolution

61 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?*

62 63

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

- a) Numéro de la résolution
- b) Date d'adoption de la résolution

64 CM-2002-317

65 2002-04-23

12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice

- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

66 1

67 23

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5)
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8)
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 9)
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne (art. 10)
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice (art. 11)
- h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)
- i) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est de plus de 20 kg (art. 16)
- j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

68 36

69 16

70 17

71 3

72 0

73 35 658

74 0

75 0

76 77

13. Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et de ses entreprises au 31 décembre 2021

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres
Ministère des Transports
Ministère de la Culture et des Communications
Autres ministères/organismes

78	\$
79	137 087 959 \$
80	405 217 \$
81	70 700 \$
82	50 592 688 \$
83	188 156 564 \$

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Ville de Gatineau | 81017 |

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

Rapport de l'auditeur indépendant

Au trésorier de la Ville de Gatineau,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Gatineau (ci-après la « Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 (ci-après l'*« État »*).

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'État » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit du tableau au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation – Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. Le tableau a été préparé afin de permettre à la Ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et Ville (chapitre C-19) ou de l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le tableau ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que le tableau comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S.E.N.C.R.L./S.r.l.¹

Laval, Québec

¹FCPA Auditrice, permis de comptabilité publique noA115222
20 mai 2022

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	511 500 689
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>1 577 220</u>
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2021 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	14 225 826
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	710 709
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	91 267 252
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	1 538 188
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>432 210 366</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	33 300 563 300
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>34 027 568 437</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	13	<u>33 664 065 869</u>

(Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2021	14	<u>1,2839 / 100 \$</u>
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)		

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

Non audité

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

OUI	NON	S.O.
-----	-----	------

1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>
---------------------------------------	----------------------------

3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>
---------------------------------------	----------------------------

5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>
---------------------------------------	----------------------------

7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>
----------------------------	---------------------------------------

9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>
----------------------------	--

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

11 <input checked="" type="checkbox"/>	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>
--	-----------------------------	-----------------------------

6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

14 <input checked="" type="checkbox"/>	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>
--	-----------------------------	-----------------------------

7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

17 <input type="checkbox"/>	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>
-----------------------------	-----------------------------	--

La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

20 <input checked="" type="checkbox"/>	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>
--	-----------------------------	-----------------------------

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>
--	-----------------------------

La question 9 s'applique aux municipalités locales seulement.

9. La municipalité possède-t-elle sur son territoire une personne assujettie à l'article 222 LFM (personne autoconsommatrice d'électricité)?

25 <input type="checkbox"/>	26 <input checked="" type="checkbox"/>
-----------------------------	--

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2022

Ville de Gatineau | 81017 |

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	6
Questionnaire	8

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales

Taxe foncière générale	1	378 125 025
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	47 548 294
Activités de fonctionnement	3	72 011 803
Activités d'investissement	4	
Réserve financière pour le service de l'eau	5	
Réserve financière pour le service de la voirie	6	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	7	1 519 000
Activités de fonctionnement	8	
Activités d'investissement	9	
Autres	10	
	11	499 204 122

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification

Services municipaux

Eau	12	4 175 000
Égout	13	
Traitement des eaux usées	14	
Matières résiduelles	15	19 444 122
Autres		
▪ Larvicide biologique	16	251 340
▪	17	
▪	18	
Centres d'urgence 9-1-1	19	1 515 000
Service de la dette	20	6 372 310
Pouvoir général de taxation	21	
Activités de fonctionnement	22	
Activités d'investissement	23	
	24	31 757 772

Taxes d'affaires

Sur l'ensemble de la valeur locative	25	
Autres	26	
	27	
	28	31 757 772
	29	530 961 894

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	3 511 000
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	3 511 000

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	5 750 200
Cégeps et universités	7	3 453 301
Écoles primaires et secondaires	8	8 949 030
	9	18 152 531

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	71 000
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	71 000
	14	21 734 531

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	54 120 000
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	54 120 000

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	75 854 531

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	x /100 \$					
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	2	26 170 951 822 x 0,8206 /100 \$	214 758 831				
Immeubles de 6 logements ou plus	3	2 989 610 147 x 0,8206 /100 \$	24 532 741				
Immeubles non résidentiels	4	5 251 679 396 x 2,5298 /100 \$	132 856 985				
Immeubles industriels	5	265 107 863 x 2,5298 /100 \$	6 706 699				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	6	x /100 \$					
Autres	7	555 348 142 x 1,6412 /100 \$	9 114 374				
Immeubles forestiers	8	x /100 \$					
Immeubles agricoles	9	119 193 986 x 0,5465 /100 \$	651 395				
Total	10		388 621 025	(1 506 000)	(8 990 000)		378 125 025
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	11	35 351 891 356 x 0,1345 /100 \$	47 548 294				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	12	x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	13	x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	14	x /100 \$					
Immeubles industriels	15	x /100 \$					
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	x /100 \$					
Autres	17	x /100 \$					
Immeubles forestiers	18	x /100 \$					
Immeubles agricoles	19	x /100 \$					
Total	20		47 548 294	()	()		47 548 294

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	21	35 351 891 356	x 0,2037 /100 \$	72 011 803				
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	22		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	23		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	24		x /100 \$					
Immeubles industriels	25		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	26		x /100 \$					
Autres	27		x /100 \$					
Immeubles forestiers	28		x /100 \$					
Immeubles agricoles	29		x /100 \$					
Total	30			72 011 803	() () ()			72 011 803
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	31		x /100 \$					
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	32		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	33		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	34		x /100 \$					
Immeubles industriels	35		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	36		x /100 \$					
Autres	37		x /100 \$					
Immeubles forestiers	38		x /100 \$					
Immeubles agricoles	39		x /100 \$					
Total	40				() () ()			
Valeur locative imposable								
Taxe d'affaires sur la valeur locative	41		x %		() () ()			

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)	Par unité de logement
Eau	1 _____ \$
Égout	2 _____ \$
Eau et égout	3 _____ \$
Traitement des eaux usées	4 _____ \$
Matières résiduelles	5 _____ 138,84 \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code	Préciser
Ex-Ville Aylmer	0,0010	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Ex-Ville Buckingham	0,0269	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Ex-Ville Gatineau	0,0016	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Ex-Ville Hull	0,0097	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Ex-Ville Aylmer	9,4800	7 - autres (préciser)	Unité de logement
Ex-Ville Gatineau	13,0000	7 - autres (préciser)	Unité de logement
Ex-Ville Masson-Angers	0,2300	7 - autres (préciser)	Unité de logement
Taxes d'eau au compteur	0,7400	7 - autres (préciser)	Mètre cube
Contrôle biologique des moustiques	11,8700	7 - autres (préciser)	Certaines unités d'éval
Compensation pour piscines	50,0000	7 - autres (préciser)	Certaines unités d'éval
Améliorations locales - Taux minimum	169,8435	3 - du mètre linéaire	
Améliorations locales - Taux maximum	0,2657	3 - du mètre linéaire	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

	Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
			Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière						
Générales	1	158 920 419	6 954 395	8 824 011	1 358 569	35 860 443
De secteur	2	410 269	7 012	5 023	290	121 838
Autres	3					1 158 439
Taxes sur une autre base						
Taxes, compensations et tarification						
Service de la dette	4	576 526	13 447	259 300	232 808	11 022
Autres	5	1 266 383	2 050 013	17 699	4 540 108	16 615
Taxes d'affaires						
Sur la valeur locative	6					
Autres	7					
	8	161 173 597	9 024 867	9 106 033	1 358 859	40 755 197
						1 187 316

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

	Immeubles forestiers	Résiduelle		Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	
Taxes sur la valeur foncière				
Générales	1	282 188 454		2 420 392
De secteur	2	970 509		2 819
Autres	3			1 519 000
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification				
Service de la dette	4	5 169 306		109 901
Autres	5	15 979 584		60
Taxes d'affaires				
Sur la valeur locative	6			
Autres	7			
	8	304 307 853		2 533 172
				529 446 894

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
▪ Pour la taxe foncière générale	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	6 <input type="checkbox"/>	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM	21 <u>33 248 096 707 \$</u>	22 <u>34 549 247 954 \$</u>	
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	23 <u>34 536 614 087 \$</u>	24 <u>35 210 036 087 \$</u>	
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)			
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels			
▪ Indiquer le total des valeurs imposables étaillées, au dépôt du rôle de perception de :			
2021			
2022			
▪ Indiquer le total des valeurs imposables sans étalement, au dépôt du rôle de perception de :			
2021			
2022			
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	25 <input type="checkbox"/>	26 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité impose-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022 :			
▪ une taxe d'affaires en vertu de l'article 232 LFM	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>	
▪ une taxe en vertu de l'article 569.11 LCV ou 1094.11 CM	29 <input type="checkbox"/>	30 <input checked="" type="checkbox"/>	
4. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2022 pour des exploitations agricoles enregistrées?	31 <input checked="" type="checkbox"/>	32 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	33 <u>717 654 \$</u>		

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022**

5. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	34	\$
6. Date d'adoption du budget par le conseil	35	<u>2022-01-31</u>
7. Total des charges prévues au budget (inclus l'amortissement)	36	<u>635 736 181 \$</u>
8. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	37	<u>43 211 401 \$</u>
9. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	38	<u>24 083 677 \$</u>
10. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévu au budget	39	<u>(53 550) \$</u>

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, Hélène Martin, atteste que le rapport financier consolidé de Ville de Gatineau pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du .

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou greffier-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Ville de Gatineau.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Ville de Gatineau consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Ville de Gatineau détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2022-05-10 09:13:04

Date de transmission au Ministère :

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Ville de Gatineau | 81017 |

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	Réalisations 2020	Budget 2021	Réalisations 2021		
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus					
Fonctionnement	1 697 715 033	668 701 050	711 421 084	141 275 242	776 987 341
Investissement	2 67 019 100	23 695 000	41 820 829	22 348 036	63 976 557
	3 764 734 133	692 396 050	753 241 913	163 623 278	840 963 898
Charges					
	4 641 985 654	610 089 822	641 827 033	162 942 493	728 278 636
Excédent (déficit) de l'exercice					
	5 122 748 479	82 306 228	111 414 880	680 785	112 685 262
Moins : revenus d'investissement	6 (67 019 100 )(	23 695 000 )(	41 820 829 )(	22 348 036 )(	63 976 557)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales					
	7 55 729 379	58 611 228	69 594 051	(21 667 251)	48 708 705
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8 80 353 033	79 675 771	85 647 344	31 293 537	116 940 881
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9 4 755 867		7 651 934	10 000	7 661 934
Remboursement de la dette à long terme	10 (39 190 275 )(	)()	41 961 077 )(	9 292 443 )(	51 253 520)
Affectations					
Activités d'investissement	11 (57 365 836 )(	)()	63 824 986 )(	1 953 284 )(	65 778 270)
Excédent (déficit) accumulé	12 20 821 483		2 328 628	1 501 399	3 830 027
Autres éléments de conciliation	13 2 144 590		1 798 731	448 177	2 246 908
	14 11 518 862	79 675 771	(8 359 426)	22 007 386	13 647 960
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales					
	15 67 248 241	138 286 999	61 234 625	340 135	62 356 665

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2021**

	2020	2021		2020
	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	86 727 330	67 326 307	88 471 668
Débiteurs	2	352 851 958	361 290 995	490 512 967
Placements de portefeuille	3	275 209 001	345 643 735	345 643 935
Autres	4	6 891 874	5 183 342	23 859 663
	5	721 680 163	779 444 379	948 488 233
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6			
Dette à long terme	7	612 183 387	711 981 928	931 742 906
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8	13 209 900	9 869 300	9 869 300
Autres	9	218 432 524	223 364 980	284 973 003
	10	843 825 811	945 216 208	1 226 585 209
Actifs financiers nets (dettes nettes)	11	(122 145 648)	(165 771 829)	(278 096 976)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	12	1 780 899 897	1 933 625 748	2 432 722 673
Autres	13	23 215 393	25 530 603	31 596 205
	14	1 804 115 290	1 959 156 351	2 464 318 878
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	63 796 251	54 295 025	57 785 092
Excédent de fonctionnement affecté	16	149 220 352	194 938 301	210 282 322
Réserves financières et fonds réservés	17	5 849 075	7 646 769	7 646 769
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18	(89 288 430)	(81 408 211)	(91 070 265)
Financement des investissements en cours	19	200 676 513	211 449 138	208 679 685
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	1 351 715 881	1 406 463 500	1 792 898 299
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21			
	22	1 681 969 642	1 793 384 522	2 186 221 902
				2 073 536 640

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23-1

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Projets majeurs	23	26 309 077	17 146 525
▪ Divers projets	24	81 934 009	58 433 229
▪ Projets en cours	25	66 903 398	53 542 255
▪ Dépenses en immobilisations	26	4 492 890	3 671 918
▪ Engagements	27	6 834 647	7 162 644
▪ Autres	28	8 464 280	9 263 781
▪	29		
▪	30		
▪	31		
	32	194 938 301	149 220 352
Organismes contrôlés et partenariats ¹	33	15 344 021	16 978 067
	34	210 282 322	166 198 419
Réserves financières et fonds réservés			
Administration municipale	35	7 646 769	5 849 075
Organismes contrôlés et partenariats ¹	36		
	37	217 929 091	172 047 494

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S15 et S23-1

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2021**

	2021
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1 578 703 971
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2 694 810 315

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2021**

	2021	2020
	Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal		
Emprunts refinancés par anticipation	3	
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	104
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	615 830 634
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	505 259 540
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	76 288 952
Dette à long terme à la charge des tiers		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	245 235 046
Autres	8	251 956 869
Autres	8	8 294 436
Dette en cours de refinancement / Reclassement /		
Redressement	9	
	10	841 807 321
	936 987 433	

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

	Réalisations 2020	Budget 2021	Réalisations 2021	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement				
Taxes	11 488 452 613	512 237 186	511 500 689	511 500 689
Compensations tenant lieu de taxes	12 69 973 976	72 728 300	71 976 330	71 976 330
Quotes-parts	13			
Transferts	14 61 500 159	19 782 739	28 705 889	71 505 301
Services rendus	15 14 286 314	15 371 825	16 752 340	37 991 540
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16 57 149 255	45 122 000	77 768 591	77 768 516
Autres	17 6 352 716	3 459 000	4 717 245	6 244 965
	18 697 715 033	668 701 050	711 421 084	776 987 341
Investissement				
Taxes	19			
Quotes-parts	20			
Transferts	21 51 301 249	23 695 000	30 255 318	52 411 046
Autres	22 15 717 851		11 565 511	11 565 511
	23 67 019 100	23 695 000	41 820 829	63 976 557
	24 764 734 133	692 396 050	753 241 913	840 963 898

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2021		Réalisations 2021		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
Administration générale	1	67 677 532	71 247 059	5 788 908	77 035 967	77 035 967
Sécurité publique						
Police	2	75 368 078	81 155 656	2 695 459	83 851 115	86 247 262
Sécurité incendie	3	42 593 180	46 406 426	1 862 168	48 268 594	47 166 489
Autres	4	3 680 569	12 701 665	87 807	12 789 472	11 104 601
Transport						
Réseau routier	5	51 882 112	55 554 278	28 221 579	83 775 857	81 861 368
Transport collectif	6	72 112 693	72 216 088		72 216 088	146 952 611
Autres	7	189 542	817 057		817 057	796 953
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	44 779 782	44 774 196	30 431 879	75 206 075	73 612 030
Matières résiduelles	9	30 395 386	31 155 096	1 324 492	32 479 588	32 166 597
Autres	10	1 602 285	6 309 553	277 630	6 587 183	1 700 467
Santé et bien-être	11	4 354 022	3 837 131		3 837 131	3 837 131
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	16 991 410	16 689 779	405 214	17 094 993	17 312 755
Promotion et développement économique	13	5 623 338	10 196 941	90 604	10 287 545	10 543 499
Autres	14	2 828 504	7 568 029	43 901	7 611 930	4 679 012
Loisirs et culture	15	81 072 475	74 682 648	14 417 703	89 100 351	94 868 633
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	29 263 143	20 868 087		20 868 087	26 558 931
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	530 414 051	556 179 689	85 647 344	641 827 033	728 278 636
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	79 675 771	85 647 344 (	85 647 344)		
	21	610 089 822	641 827 033		641 827 033	728 278 636
						722 683 958

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

**SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

	Réalisations 2020	Réalisations 2021			Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats		
Revenus d'investissement	1	67 019 100	41 820 829	22 348 036	63 976 557
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	148 689 558 ) (	238 547 238 ) (	39 392 201 ) (	277 939 439)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	4 747 238 ) (	3 931 985 ) (	) (	3 931 985)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	45 225 000	45 966 995	12 870 052	58 837 047
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	57 365 836	63 824 986	1 953 284	65 778 270
Excédent accumulé	6	7 974 593	12 186 386	446 853	12 633 239
	7	(42 871 367)	(120 500 856)	(24 122 012)	(144 622 868)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	24 147 733	(78 680 027)	(1 773 976)	(80 646 311)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14